

UN NOUVEAU CENTRE DE COMPÉTENCES ICT VOIT LE JOUR

Confrontés à un manque de compétences digitales au Luxembourg, les acteurs du secteur ICT s'organisent. En créant un Centre de Compétences ICT, ils entendent développer une offre de formation locale, renforcer le vivier de talents disponibles et se doter d'un nouveau moteur d'innovation. Ce nouveau Centre de Compétences sera opérationnel début 2016.



Vincent Lekens,
Managing Partner –
CMD.solutions

« Nous devons faire le constat que nous manquons de structures de formation professionnelle continue au Luxembourg. »

Dans notre précédent numéro d'ITnation MAG, nous évoquions l'enjeu de mieux identifier les besoins en compétences ICT à l'échelle du marché, et ce afin d'adapter l'offre en formation et de créer les talents de demain. Depuis lors, une étude sur les besoins en compétences à l'horizon 2020, commanditée par la Fédération des Intégrateurs a été lancée. Derrière, on retrouve la question de l'opportunité de créer un centre compétences dédié. Si elle a délivré ses premiers enseignements, l'étude doit encore être finalisée. Cependant, fin novembre, sans attendre les résultats définitifs, était annoncée la création effective de ce nouvel organisme de formation. « Dans l'environnement actuel, considérant la rapidité avec laquelle les choses évoluent, nous devons pouvoir mieux former nos collaborateurs, commente Vincent Lekens, président de la FDI. La Formation Professionnelle Continue constitue, à nos yeux et à ceux de nos partenaires, le meilleur moyen de former les ressources dont nous avons besoin aujourd'hui ainsi que celles sur lesquelles nous pourrions nous appuyer demain. »

CRÉER DES COMPÉTENCES, LES FAIRE ÉVOLUER

L'idée d'aller puiser dans les profils formés à l'étranger montre aujourd'hui ses limites. Chaque pays a besoin de talents digitaux. Dès lors, il faut créer les compétences et les faire évoluer à l'échelle du pays. « Nous devons faire le constat que nous manquons de structures de formation professionnelle continue au

Luxembourg. En tant que prestataires ICT, nous devons envoyer nos collaborateurs se former à Paris ou à Londres. Il n'est d'ailleurs pas rare que des collaborateurs de deux structures concurrentes au Luxembourg se retrouvent dans une même formation à l'étranger. Aussi, pourquoi ne pas dépasser certaines rivalités pour répondre à cette problématique commune ? En parlant ensemble, nous pouvons atteindre une taille critique pour formuler une demande et accélérer l'établissement d'une réponse adaptée », poursuit Vincent Lekens.

Les acteurs concernés par les enjeux ICT, rassemblés sous la coupole d'ICT Luxembourg dont est membre la FDI, soutiennent de manière inconditionnelle ce projet. Il s'inspire des deux Centres de Compétences qui ont déjà vu le jour, dans le giron de la Fédération des Artisans, dans le domaine du parachèvement et du Génie Technique du Bâtiment. « La volonté est de disposer d'une offre de formation locale, coordonnée par une structure développée à cette fin, précise Nico Binsfeld, CEO de la House of Training, partie prenante de ce projet. Cette offre, évolutive, permettra aux acteurs du secteur de plus facilement trouver des formations adaptées, de réaliser des économies tout en gagnant en efficacité. »

ONE STOP SHOP DE LA FORMATION ICT

L'offre en formation respectera le Cadre Européen des Certifications, définissant huit niveaux de compétences (CEC 1 à 8) et permettant une progression continue des salariés dans leur carrière.

« La Formation Professionnelle Continue constitue, à nos yeux et à ceux de nos partenaires, le meilleur moyen de former les ressources dont nous avons besoin aujourd'hui ainsi que celles sur lesquelles nous pourrions nous appuyer demain... »

Concrètement, le Centre de Compétences du Génie Technique du Bâtiment dispensera les formations de base (CEC 1 à 4), tandis que la House of Training et l'Institut Supérieur de l'Économie (ISEC) prendront en charge les niveaux de connaissances définis comme avancés ou spécialisés (CEC 5 à 8). L'ISEC pourra notamment délivrer des diplômes. « L'offre est structurée de telle manière que chacun puisse acquérir de nouvelles compétences, qu'il démarre au niveau le plus bas ou qu'il dispose déjà de connaissances plus avancées », poursuit Nico Binsfeld.

LES GÉANTS DIGITAUX SOLLICITÉS

Le Centre de Compétences devrait être opérationnel au début de l'année prochaine. L'enjeu, aujourd'hui, est de rassembler les acteurs, pour qu'ils puissent partager leurs besoins et leurs attentes. « Nous n'avons toutefois pas attendu pour travailler à l'offre de formation. Nous sommes entrés en contact avec les grands acteurs digitaux, les fournisseurs technologiques, comme CISCO, Microsoft, SAP, HP, IBM... Ce sont eux les principaux acteurs de la formation en matière digitale. Considérant la démarche, qui nous permet d'atteindre une masse critique au niveau de la demande à travers une plateforme unique, ils ont accepté de mettre des ressources à notre disposition, poursuit Nico Binsfeld. D'autre part, nous travaillons sur le cadre qui doit permettre de délivrer des certifications, en collaboration avec Pearson. »

Si ce nouveau Centre de Compétences a pour objectif de faire évoluer les compétences existantes, par une juste identification et une anticipation des besoins, il entend aussi contribuer à renforcer le vivier de ressources disponibles. « Aujourd'hui, le nombre de compétences utiles est trop limité, si bien que nous en arrivons à une situation où, entre acteurs, il nous faut aller prendre des ressources chez le concurrent, avec des effets

néfastes sur les coûts salariaux, commente Vincent Lekens. Or, il y a des candidats, dans les rangs des demandeurs d'emploi auprès de l'ADEM, qui pourraient répondre aux besoins des acteurs après une mise à niveau. » Le Centre de Compétences, dans ce contexte, va travailler en collaboration avec l'ADEM et les acteurs du secteur, pour former les bons candidats avec la promesse d'un nouvel emploi à clé.

ANTICIPER LES BESOINS POUR MIEUX INNOVER

Au-delà, le Centre de Compétences permettra aux entreprises de plus facilement accéder aux mesures d'aides étatiques visant à supporter les efforts dans le domaine de la formation professionnelle continue de leurs collaborateurs. « À la différence des autres centres de formation existants au Luxembourg, le financement de cette nouvelle structure ne s'appuiera pas sur une cotisation obligatoire des acteurs », précise Nico Binsfeld. Le secteur n'étant pas structuré de la même manière que celui du bâtiment, cela n'était pas envisageable. Le Centre de Compétences ICT entend dès lors se financer à partir des aides disponibles, la valorisation de ses formations, la mise en œuvre de partenariats permettant d'accéder à des ressources et infrastructures. « Nous sommes ouverts aux opportunités qui se présentent à nous, précise Vincent Lekens. À travers cet outil, nous sommes fiers de pouvoir dire que, face aux enjeux de compétences digitales, le secteur se prend en main. Ce Centre de Compétences, organe de coordination de l'offre de formation, constituera un vecteur d'innovation, par l'anticipation des besoins, pour le secteur au Luxembourg. Pour paraphraser une connaissance, le secteur ICT ne doit plus se contenter d'être le fournisseur technologique des acteurs financiers, mais devenir un pilier de l'économie en tant que tel. Pour satisfaire ces ambitions, ce nouvel outil est dès à présent indispensable. »

« L'enjeu, aujourd'hui, est de rassembler les acteurs, pour qu'ils puissent partager leurs besoins et leurs attentes. »